

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/154

A R R Ê T É

Du 17 janvier 2020 portant mise en demeure à la société VYNOVA PPC de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 relatif à la démarche de maîtrise des risques pour son établissement de Vieux-Thann

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- VU** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 septembre 2012 portant prescriptions complémentaires relatives à la démarche de maîtrise des risques à la société Potasse Produits Chimiques pour son établissement de Vieux-Thann,
- VU** l'étude de dangers (EDD) : révision avril 2017, notamment ses chapitre 9 « fuite de brome aux relais 2x6m³ » et 10 « étude de brome à la récupération brome »,
- VU** le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 16 mai 2014,

VU les constats relevés par l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement au cours de la visite d'inspection du 29 octobre 2019 sur site, faisant l'objet du rapport du 26 novembre 2019,

CONSIDÉRANT que lors de l'incident du 4 juillet 2019 ayant conduit à un dégagement de brome, l'arrosage de la rétention n'a pas fonctionné,

CONSIDÉRANT que ce dysfonctionnement est causé par un actionnement manuel de la fermeture du circuit d'eau,

CONSIDÉRANT qu'un niveau de confiance de « 2 » ne peut être attribué à la mesure de maîtrise des risques instrumentalisée (MMRI) 9.2.1 dès lors qu'il existe une vanne à fermeture manuelle sur le circuit dont le niveau de confiance est de « 1 »,

CONSIDÉRANT que le niveau de confiance de 2 de la MMRI 9.2.1 défini dans l'étude de dangers n'est pas respecté et que de ce fait, les durées de fuites de brome de 10 et 60 minutes ne peuvent être exclues du PPRT,

CONSIDÉRANT que la fuite de brome d'une durée de 60 minutes (exclue du PPRT) conduit à des distances d'effets de 1039 mètres au seuil des effets irréversibles et impacte largement les riverains du site,

CONSIDÉRANT que le PPRT du 16 mai 2014 n'est pas respecté,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société VYNOVA PPC est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Vieux-Thann, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 susvisé :

« Article 1.7. Niveau de fiabilité des mesures de maîtrise des risques techniques

L'exploitant est en mesure de démontrer la performance des mesures de maîtrise des risques instrumentées techniques décrites dans son étude de dangers et exigées par le présent arrêté.

Pour chacune d'entre elles, il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments démonstratifs attestant du niveau de fiabilité. Ces éléments comportent d'une part les résultats de l'évaluation initiale des performances, et d'autre part les résultats des tests / vérifications périodiques.

L'adéquation entre les tests effectués et le niveau de fiabilité de la mesure de maîtrise des risques techniques tel que retenues dans l'étude de dangers doit être établie. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 17 janvier 2020

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Mulhouse,
Secrétaire général suppléant,

signé

Jean-Noël CHAVANNE

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.